



**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(REPUBLIQUE DU SENEGAL)**

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES DU GROUPE II (GESTION 2012)

Société Nationale d'Aménagement
et d'Exploitation des Terres du
Delta du Fleuve Sénégal et des
Vallées du Fleuve Sénégal et de la
FALEME (SAED)

RAPPORT DEFINITIF



Juillet 2014



Grant Thornton

Grant Thornton
2 place de l'indépendance
Immeuble SDIH
2e, 3e et 4e étage
BP 7642 - Dakar
T 00 221 33 889 70 70
F 00 221 33 821 10 70
grantthornton@sn.gt.com

www.grantthornton.sn

SIGLES ET ACRONYMES

AC	: Autorité contractante
ARMP	: Autorité de Régulation des Marchés Publics
AGPM	: Avis Général de Passation des Marchés
AOO	: Appel d'Offres Ouvert
AOR	: Appel d'Offres Restreint
CM	: Commission des Marchés
CCAG	: Cahier des Clauses Administratives et Générales
ACP	: Agent Comptable Particulier
CMP	: Code des Marchés Publics
CPM	: Cellule de Passation des Marchés
CRD	: Comité de Règlement des Différends
DAO	: Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	: Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	: Demande de Renseignements et de Prix
MEF	: Ministère de l'Economie et des Finances
PV	: Procès verbal
PPM	: Plan de Passation des Marchés
PI	: Prestations Intellectuelles
TDR	: Termes de référence
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
N/A	: Non applicable

Dakar, le 15 juillet 2014

**A Monsieur le Directeur Général de
L'Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP)**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Objet : Rapport définitif sur la SAED -Revue des marchés conclus par les AC en 2012

Monsieur le Directeur Général,

En exécution de la mission que l'ARMP a bien voulu nous confier et relative à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés publics conclus par les autorités contractantes du groupe II pour la Gestion 2012, nous avons l'honneur de vous soumettre conformément aux termes de référence, notre rapport provisoire concernant la Société nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal et des vallées du fleuve Sénégal et de la Falémé (SAED). Ce rapport tient compte des informations et documents complémentaires envoyés par courrier n° 1829/SAED/DG/CPM du 11 juillet 2014 par la SAED à la suite de notre rapport provisoire.

Nous avons effectué notre revue sur la base des termes de référence (TDR) du contrat de services signé entre l'Autorité de Régulation des Marchés publics et le cabinet Grant Thornton.

Selon les TDR, la mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus en 2012 par les autorités contractantes ciblées, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011- 1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et ses arrêtés d' application.

C'est ainsi qu'au terme de nos diligences réalisées selon l'approche détaillée au point 2 du présent rapport, nous vous présentons la synthèse de nos travaux.

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX

Au cours de la période d'audit, la liste communiquée par la SAED présente **24** marchés passés, pour un coût global de **F CFA 6 535 110 794**.

Nous avons procédé à des tests d'exhaustivité avec les données financières et comptables mises à notre disposition par la Direction administrative et financière. A l'issue de nos travaux, nous n'avons pas eu connaissance d'autres marchés passés par la SAED sur la période d'audit.

Notre sélection a porté sur dix (10) dossiers représentant 89% du montant global des marchés. Elle est présentée comme suit :

MODE DE PASSATION	SAED				
	RECAPITULATIF DES MARCHES (EN F CFA)		MARCHES SELECTIONNES POUR REVUE (EN F CFA)		SCOPE EN VOLUME
	NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	
DRP	3	43 093 600	3	43 093 600	100%
AOO	> Seuil DCMP	2	5 069 261 098	2	5 069 261 098
	<Seuil DCMP	15	1 136 244 096	3	480 257 040
PI	> Seuil DCMP	1	207 680 000	1	207 680 000
	<Seuil DCMP	3	78 832 000	1	35 872 000
TOTAL	24	6 535 110 794	10	5 836 163 738	
TAUX DE COUVERTURE			42%	89%	

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

CONSTATS D' ORDRE GENERAL

- ❖ Il n'est pas désigné explicitement le suppléant pour chaque membre titulaire de la Commission des Marchés. En effet, l'acte de nomination a porté sur 5 membres titulaires et 4 membres suppléants sans désigner expressément pour chaque titulaire le suppléant, en violation de l'article 36 alinéa 4 du Code des Marchés Publics qui stipule que « pour chaque membre titulaire de la Commission des Marchés, il est également désigné un suppléant... » ;
- ❖ Les actes de nomination des membres de la Commission des Marchés ne sont pas transmis dans les délais requis à la DCMP, en violation des dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588 qui stipule qu' « Au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, visés à l'article 36, alinéa 4 du Code des Marchés Publics, sont communiquées à l'Autorité de Régulation des marchés publics et à la Direction centrale des marchés publics. » ;
- ❖ Les procès-verbaux d'attribution des marchés de DRP ayant atteint le seuil requis ne sont pas transmis à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

CONSTATS SPECIFIQUES A LA PASSATION ET A L' EXECUTION FINANCIERE DES MARCHES EXAMINES

1. APPEL D'OFFRES OUVERT

Les cinq dossiers sur lesquels a porté notre revue sont :

- ✓ Réhabilitation et extension des casiers situées sur la rive droite de Lampsar pour un montant de F CFA 4 247 963 802 (AOO1) ;
- ✓ Equipements électriques et électromécaniques de stations de pompage du projet Lampsar rive droite pour un montant de F CFA 821 297 296 (AOO2) ;
- ✓ Travaux de Maintenance des adducteurs et émissaires de drainage (FOMAED) pour un montant global de F CFA 339 283 040 (AOO3) ;
- ✓ Travaux de maintenance des infrastructures d'intérêt général pour un montant de F CFA 91 096 000 (AOO4) ;
- ✓ Fourniture, en deux lots, de véhicules et motos pour le programme 3 PRD pour un montant de F CFA 49 878 000 (AOO5).

Nos travaux ont permis de constater que les deux lots relatifs au dernier appel d'offres cité ont fait l'objet d'un seul contrat de marché en violation des dispositions de l'article 8 du décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés publics qui stipule que « les travaux, fournitures ou services peuvent être répartis en lots donnant lieu chacun à un marché distinct... ».

En dehors de ce constat, la SAED a principalement respecté les dispositions du Code des Marchés Publics en matière d'appel d'offres ouvert.

2. PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Nos travaux ont porté sur les deux dossiers suivants :

- ✓ Supervision et contrôle pour la maintenance des infrastructures pour un montant de F CFA 35 872 000. (PI1)
- ✓ Etude de faisabilité et d'avant-projet sommaire (APS) du projet de réhabilitation et d'extension des périmètres irrigués villageois de Waoundé à Matam pour un montant de F CFA 207 680 000. (PI2).

Nous n'avons pas d'observations particulières sur les marchés passés suivant cette procédure.

3. DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

Notre revue a porté sur toutes les trois demandes de renseignement et de prix, passées par la SAED sur la gestion 2012 :

- ✓ Achat de Dix (10) motos pour les Centres de Gestion et d'Economie Rurales (CGER) pour un montant de F CFA 21 122 000 (DRP1) ;
- ✓ Fourniture de trois nettoyeurs de paddy pour un montant de F CFA 6 336 600 (DRP2) ;
- ✓ Études Juridiques Projet 3PRD pour un montant de F CFA 15 635 000 (DRP3).

En sus du constat d'ordre général relatif à la publicité de l'attribution des DRP et du délai de passation relativement long, soit 241 jours entre l'envoi des invitations et la réception des fournitures pour la première DRP, nous n'avons pas d'observations particulières sur les marchés passés suivant cette procédure.

CONSTATS SPECIFIQUES A L'EXECUTION PHYSIQUE

Afin de vérifier la réalité des prestations, nous avons constitué un échantillon de marché pour l'analyse de l'exécution physique des obligations de l'attributaire par rapport aux termes du contrat correspondant. Cet échantillon est constitué des marchés suivants :

- ✓ Fourniture de trois nettoyeurs de paddy ;
- ✓ Supervision et contrôle pour la maintenance des infrastructures hydro-agricoles prévus dans les délégations de DAGANA et PODOR Lot 1 ;
- ✓ Réhabilitation et extension des casiers situés sur la rive droite de Lampsar.

A l'issue de nos travaux, nous avons constaté, pour le contrat de supervision, que les rapports mensuels ne permettent pas une identification et une vérification de l'équipe de la mission de contrôle et que les paiements du consultant ne sont pas accompagnés d'une fiche de présence effective de l'équipe de la mission de contrôle.

4. CONCLUSION DE NOS TRAVAUX

Notre sélection a porté sur 3 DRP et 7 AOO dont 2 marchés de prestations intellectuelles. Au terme de nos travaux nous avons constaté que la passation et l'exécution des marchés sont globalement conformes en dépit de quelques non conformités présentées ci-avant.

Nous tenons à remercier l'ensemble des interlocuteurs rencontrés pour leur disponibilité et leur collaboration au moment de notre intervention.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Général** l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE
Associé

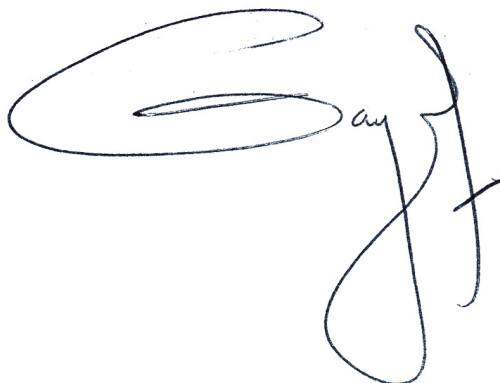


TABLE DES MATIERES

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	7
1.1. CONTEXTE.....	8
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR	9
II. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	10
2.1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE	11
2.2. COORDINATION GENERALE DE LA MISSION	11
2.3. PHASE DE PRE-AUDIT	11
2.4. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	13
2.5. REVUE DES PROCEDURES D'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	14
2.6. CONTROLE QUALITE ET REVUE INDEPENDANTE	14
2.7. RESTITUTION DES RAPPORTS	14
III. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	15
3.1. LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE	16
3.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES	16
IV. LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES	19
V. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS DE LA SAED.....	22
5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	23
5.2. CONSTATS DE L'AUDIT ET RECOMMANDATIONS	25
ANNEXES	39

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère, et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, exigences essentielles à une bonne gouvernance dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), distincte de la DCMP, structure administrative chargée du contrôle a priori de la passation des marchés.

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel, en plus des fonctions qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés publics et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et de la régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des termes de référence relatifs à la présente mission.

1.2 OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR

La mission a pour objectif principal, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 Décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect par les entités concernées, des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats, aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- ❖ Se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- ❖ Vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- ❖ Fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ❖ Identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations au regard des dispositions du CMP ;

- ❖ Procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- ❖ Pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ❖ Dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ❖ Examiner et évaluer les conditions de passation des marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- ❖ Examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ❖ Examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- ❖ Évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ❖ Formuler des recommandations.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant ont porté sur :

- Le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat, sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- Le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart a été relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante a été examinée ;
- Le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- L'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- L'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

2. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

2.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière plus précise, notre démarche est la suivante:

- Etablissement de la feuille de route et prise de contact avec l'ARMP pour assurer une planification correcte des missions à réaliser (réunion de démarrage) ;
- Planification et prise de connaissance générale des entités à auditer ;
- Revue des textes régissant les structures à auditer et des rapports relatifs aux audits précédents ;
- Analyse et évaluation de l'organisation institutionnelle de chaque entité concernée ;
- Revue de la procédure de passation et d'exécution des marchés ;
- Elaboration des rapports provisoires ;
- Réception et traitement des commentaires des audits ;
- Traitement des requêtes spéciales ;
- Elaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse ;
- Contrôle qualité ;
- Restitution.

2.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège est composée d'un noyau sous la direction d'un Expert financier qui a une expérience avérée en passation de marchés.

Ce dernier est assisté d'auditeurs en passation de marchés et d'une assistante de direction. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin (experts en informatique, ingénieurs en génie civil, etc.). Le support des équipes d'experts est concentré sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, en fonction de nos expériences d'audits similaires en Afrique, pour garantir les meilleures conditions pour la conduite de travaux d'audit efficaces et de haute qualité.

L'équipe d'appui du Siège est placée sous la responsabilité d'un Auditeur Sénior Manager et rompu aux missions d'audit technique et de revue de procédures de passation de marchés au Sénégal et dans la sous-région francophone.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du Siège a un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur au sein du Cabinet Grant Thornton, certifié ISO 9001 Version 2008 depuis Décembre 2009. Son profil le prédestine à s'impliquer de manière significative sur le terrain.

Par ailleurs, les ingénieurs domaines, prévus dans les TDRs sont positionnés dans l'équipe d'appui pour être mobilisés sur le terrain des opérations en fonction des exigences de chaque instant.

2.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT

Après les formalités de négociation et de finalisation du contrat et la phase préparatoire, l'équipe a tenu une réunion de démarrage avec l'ARMP, au cours de laquelle des informations ont été échangées, les attentes précisées et les premières contraintes identifiées. A ce stade, au niveau de chaque autorité contractante, nous avons tenté d'obtenir certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- La liste complète de tous les marchés passés en 2012 ;
- Les plans de passation des marchés ;
- L'état d'exécution du plan de passation des marchés ;
- Les extraits budgétaires de la gestion 2012 ;
- L'état d'exécution budgétaire de la gestion 2012 ;
- Les rapports de corps de contrôle de l'Etat ;
- L'ensemble des pièces relatives à chaque acquisition ;
- Les rapports d'activités ;
- L'organigramme et /ou le document organisant l'autorité contractante ;
- Les actes de désignation des membres de la Commission de passation des marchés ;
- Les situations relatives aux marchés et collectées auprès de la DCMP et d'autres services afin d'être confrontées aux listes qui seront ultérieurement obtenues des autorités contractantes;
- Les états financiers au 31 Décembre 2012 ;
- Le fichier des immobilisations ;
- La balance générale au 31 Décembre 2012 ;
- Toute autre documentation utile à la mission.

2.3.1 PREPARATION DU PLAN D'AUDIT

En fonction de nos échanges au sein de l'équipe clé et des termes de références, nous avons préparé un plan d'audit global.

Ce plan global a été affiné pour donner un programme de travail adapté, incluant une information précise sur les procédures d'audit et les tests à appliquer durant la mission sur le terrain. Le plan global inclut les propositions de dates pour l'audit, une évaluation intermédiaire des risques d'audit et le niveau proposé de test basé sur les contrôles perçus comme étant mis en place, le degré « d'audit confidence » requis et de matérialité par seuil.

Nos plans ont été conçus afin de nous permettre de conduire les travaux de manière efficace, efficiente et économique, et avec un minimum d'inconvénients pour les audités, et nous nous sommes assurés que :

- les problèmes potentiels ont été identifiés au plus tôt;
- une attention particulière a été dévolue aux zones à risques de l'audit;
- les travaux d'audit seront rapidement menés et le dossier revu aisément;
- le travail a été réparti de manière adéquate entre membres de l'équipe d'audit.

2.3.2 PROGRAMMATION DES MISSIONS AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES

Une fois que les entités à auditer ont été avisées, munis des lettres d'introduction, nous avons pris contact avec les personnes responsables de ces entités afin de trouver rapidement un accord sur les dates de l'audit et faire approuver l'ordre chronologique des visites. Nous nous sommes assurés que les personnes clés à rencontrer sont disponibles aux dates convenues. Nous avons pris soin de confirmer par courrier les arrangements convenus avec les autorités contractantes.

Avec cette approche, nos communications avec les audités, empreintes du professionnalisme requis, nous ont permis de garantir une pleine coopération des structures auditées et d'une traçabilité sans faille des opérations.

2.3.3 REUNION DE DEMARRAGE AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES CIBLEES PAR L'AUDIT

Durant les réunions de démarrage avec les audités, nous nous sommes assurés des tâches déterminées dans le programme avec le personnel de l'Audité et avons recadré nos objectifs. Nous avons obtenu une description :

- du cadre réglementaire et institutionnel,

- du niveau d'application du nouveau Code de Marchés Publics par la mise en place de la structure organisationnelle, des contrôles internes et des procédures de management de l'Audit en utilisant un questionnaire de contrôle interne,
- du niveau de formation des acteurs intervenant dans les marchés publics.

Cette phase nous a permis de comprendre tous les mécanismes des différents types de structures ciblées à travers l'analyse de la structure organisationnelle et de son fonctionnement, et de vérifier la fiabilité des procédures de gestion administrative et de contrôle interne.

2.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

2.4.1. L'ECHANTILLONNAGE

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a été composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière de revue. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

2.4.2 REALISATION DES TRAVAUX D'AUDIT SUR SITE

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons réalisé durant la phase d'exécution de l'audit sur site, des tests sur l'échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests ont été menés par rapport à la traçabilité de chaque contrat, de l'expression du besoin en passant par la budgétisation jusqu'au paiement. Ces tests nous ont permis de vérifier la conformité de la conception, l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec la loi relative aux marchés publics. Les tests qui ont été mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés ont intégré, outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes existantes;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières de la loi relative aux marchés publics telles que l'inscription préalable des marchés dans les PPM et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement formulées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché, une check list détaillée a été méticuleusement renseignée et présentée en annexe. L'ensemble de ces fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou plusieurs marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

Pour chaque structure auditée, les constats ont été systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous avons proposé des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés, avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, il a été établi des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants).

2.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Conformément aux termes de référence (TDR), nous avons procédé à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Ces marchés ont exclu logiquement les contrats, objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications ont été faites sur la base des procès verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrain.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit physique a été articulé sur les points suivants :

- Conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- Revue de la conduite générale des projets ;
- Rérification de la conformité des dépenses effectuées.

L'audit physique s'il ya lieu doit déboucher sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

2.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE

Le contrôle qualité est une exigence à Grant Thornton, comme en atteste sa place dans notre manuel des normes et pratiques professionnelles conformément aux standards internationaux en matière d'audit. Le dossier de travail ainsi que tous les rapports ont été revus par un expert indépendant qui n'a pas participé à la mission.

Son rôle est de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales reprises dans notre manuel d'exercice professionnel.

Pour l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts a été mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu en fonction de leur gravité soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l' ARMP.

2.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit.

De plus, chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ❖ Rapport provisoire ;
- ❖ Rapport final.

3. ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE ET DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

3-1 CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009 ;
- Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- Loi 2003-101 du 13 Mars 2003 portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi 2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- Décret 2009-522 portant organisation et fonctionnement des agences d' exécution ;
- Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- Décret 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- Décret 2007-545 du 25 Avril 2007 portant Code des Marchés Publics, modifié par le décret 2010-1188 du 13 Septembre 2010, lui-même modifié par le décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011;
- Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Arrêté 11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté 11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;
- Arrêté 11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;

- Arrêté 11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté 11587 /MEF du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de Demande de Renseignements et de Prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 78 du CMP ;
- Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

3-2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES

La passation des marchés publics est d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

3.2.1 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté 11586/MEF du 28 Décembre 2007 et portent, entre autres sur :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de,
- matière de marchés publics,
- la tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

3.2.2. LA COMMISSION DES MARCHES

L'arrêté 11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des Commissions des Marchés et fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des Marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

3-3 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTROLE

Le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation.

3.3.1 LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les décisions d'attribution selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

3.3.2 L' AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

3-4 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES

Le Code des Marchés Publics, en son article 53, détermine des seuils de passation en fonction de la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

3-5 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

4 LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES PUBLICS AU SEIN LA SAED

4.1 LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES (PRM)

La Personne responsable des Marchés est le Directeur Général qui est l'ordonnateur du budget de la SAED.

4.2. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES (CPM)

Le Directeur Général a désigné par note de service N° 00325/SAED/DG/CPM du 25 janvier 2012, le responsable de la Cellule de Passation des marchés qui est appuyé par un chef de service « gestion des marchés » dans les tâches suivantes.

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
- le classement et l'archivage de tout document relatif aux marchés publics passés par les différents services ;
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'autorité contractante ;
- l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication ;
- l'insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des Marchés ;
- l'appui aux différents services pour les opérations de passation de marchés ;
- la réalisation et la tenue de tableaux de bord sur les délais de mise en œuvre des différentes étapes des procédures de passation des marchés et de réalisation des calendriers d'exécution des marchés ;
- l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
- la liaison avec les missions extérieures, notamment celles d'audit des marchés, initiées par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la Direction centrale des marchés publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

Nous avons constaté que la cellule de la SAED dispose de moyens matériels et humains nécessaires et suffisants pour mener à bien les tâches qui lui sont dévolues.

Les rapports trimestriels sont régulièrement préparés et transmis à la DCMP et à l'ARMP. Comme indiqué ci-avant, les membres de la Cellule de Passation des Marchés, tout comme ceux de la Commission des Marchés ont tous suivi des formations sur le CMP et en ont une parfaite maîtrise comme l'atteste la qualité des dossiers qui nous sont présentés.

4.3. LA COMMISSION DES MARCHES (CM)

Le Directeur Général a désigné par note de service N° 00324/SAED/DG/CPM du 25 janvier 2012, les membres de la Commission des Marchés.

Cette commission est chargée de :

- l'ouverture des plis ;
- l'évaluation des offres ;
- l'attribution provisoire des marchés.

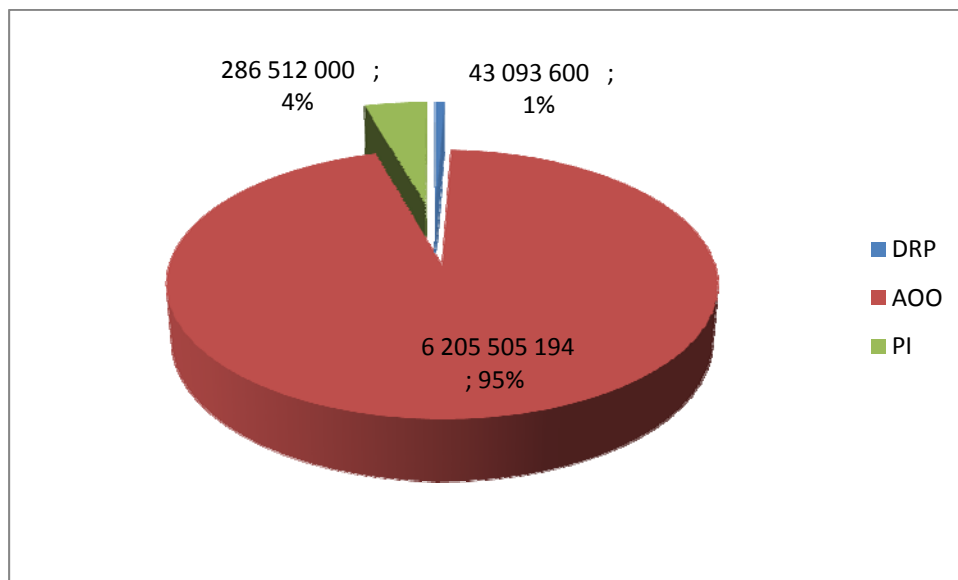
Nous avons noté le défaut de désignation explicite d' un suppléant pour chaque membre de la Commission des Marchés. En effet la SAED a nommé 5 membres titulaires et 4 membres suppléants sans désigner expressément pour chaque titulaire un suppléant, en violation des dispositions de l' article 36 alinéa 4 du Code des Marchés Publics qui stipule que « pour chaque membre titulaire de la Commission des Marchés, il est également désigné un suppléant... »

Par ailleurs, nous avons constaté que la Commission des Marchés de la SAED a préparé son rapport annuel pour rendre compte de ses activités durant l' exercice 2012. La qualité des documents de passation des marchés qui nous sont soumis, notamment les rapports d' évaluation des offres, montre que ses membres ont une très bonne maîtrise des procédures de passation des marchés.

5. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS

5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Au titre de l'année 2012, la SAED a passé 17 marchés par AOO, 4 marchés de PI et 3 DRP pour des montants respectifs de F CFA 6 205 505 194, F CFA 286 512 000 et F CFA 43 093 600, soit globalement F CFA 6 535 110 794. Les marchés concernés peuvent être illustrés dans le graphique suivant :



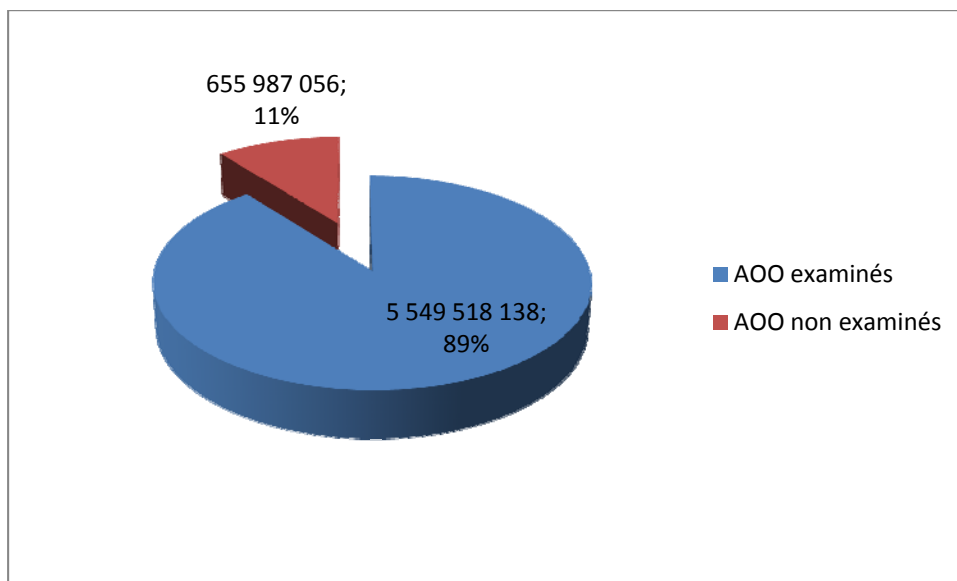
Au titre de l'année 2012, nos travaux ont porté sur un échantillon composé de 10 marchés sur un total de 24, représentant 42% en nombre au cours de la gestion 2012. L'échantillon est constitué de cinq (05) marchés passés par Appel d'Offres Ouvert (AOO), de deux (02) marchés de prestations intellectuelles et de trois (03) demandes de renseignements et de prix de montants respectifs de F CFA 5 549 518 138, F CFA 243 552 000 et F CFA 43 093 600, soit globalement F CFA 5 836 163 738 et 89% en valeur relative. Il est illustré dans le graphique suivant :

MODE DE PASSATION		SAED				
		RECAPITULATIF DES MARCHES (EN F CFA)		MARCHES SELECTIONNES POUR REVUE (EN F CFA)		
		NOMBRE	MONTANT	NOMBRE	MONTANT	SCOOP EN VOLUME/MODE
DRP		3	43 093 600	3	43 093 600	100%
AOO	> Seuil DCMP	2	5 069 261 098	2	5 069 261 098	100%
	<Seuil DCMP	15	1 136 244 096	3	480 257 040	42%
AMI	> Seuil DCMP	1	207 680 000	1	207 680 000	100%
	<Seuil DCMP	3	78 832 000	1	35 872 000	46%
AOR						
ED						
TOTAL		24	6 535 110 794	10	5 836 163 738	
TAUX DE COUVERTURE				42%	89%	

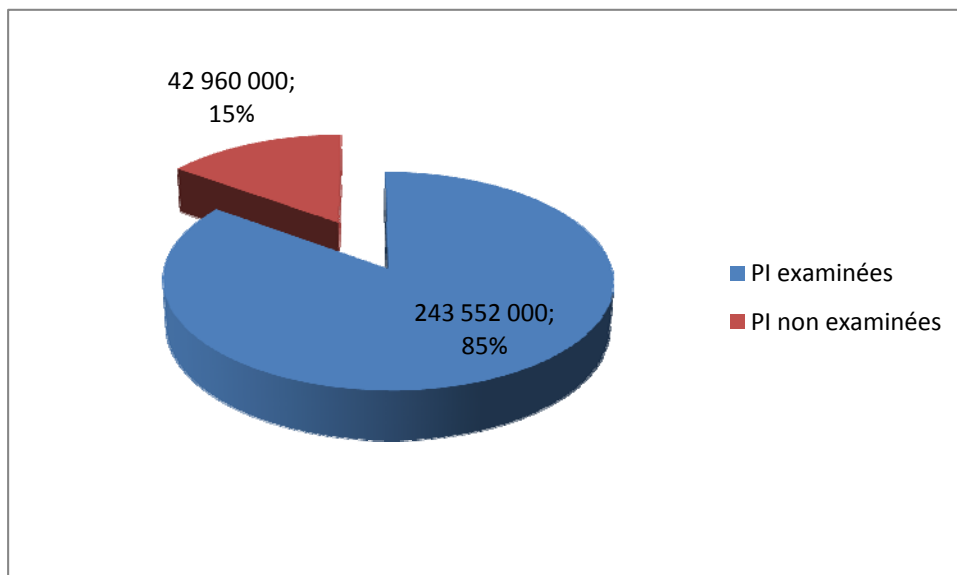
Les recoupements des données auprès de l'autorité contractante, du site de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) et des états financiers, effectués par nos soins, n'a pas relevé d'autres marchés passés par la SAED.

L'ensemble des DRP ont fait l'objet d'une revue dans le cadre de notre échantillonnage. Pour les marchés passés par AOO et ceux relatifs aux PI, la sélection est illustrée dans les graphiques suivants :

Sélection des marchés passés par AOO



Sélection des marchés passés par PI



5.2. CONSTATS DE L'AUDIT

5.2.1 CONSTATS GENERAUX

Nos travaux nous ont permis de relever des non- conformités d' ordre général, sur les marchés examinés pendant la période couverte par l' audit.

5.2.1. 1. MISE EN PLACE DE LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES ET DE LA COMMISSION DES MARCHES AU DELA DES DELAIS DE TRANSMISSION DES COPIES DES ACTES DE NOMINATION DES MEMBRES A LA DCMF

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Selon les dispositions de l' article 6 de l' arrêté 11588 du 28 Décembre 2007 pris en application de l' article 36-1 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des AC :« au plus tard le 05 janvier de chaque année, les copies des actes de nomination des membres des commissions et de leurs suppléants, visés à l' article 36, alinéa 4 du Code des Marchés Publics, sont communiquées à l' Autorité de Régulation des Marchés Publics et à la Direction Centrale des Marchés Publics. »

CONSTAT

Nous avons constaté au niveau de la SAED, une mise en place de la Commission des Marchés au delà du délai prescrit, en violation des dispositions de l' article 6 de l' arrêté 11588 MEF/ du 28 Décembre 2007.

RECOMMANDATION

Nous recommandons à la SAED de veiller au respect des dispositions de l' article 6 de l' arrêté 11588 du 28 Décembre 2007 pris en application du Code des Marchés.

5.2.1. 2. LE DEFAUT DE DESIGNATION D'UN SUPPLEANT POUR CHAQUE MEMBRE DE LA COMMISSION DES MARCHES

DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

Selon les dispositions de l' article 36 alinéa 4 du Décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics; « pour chaque membre titulaire de la Commission des Marchés, il est également désigné un suppléant... »

CONSTAT

Nous avons constaté que le la SAED a nommé 5 membres titulaires, 4 membres suppléants sans désigner expressément pour chaque titulaire le suppléant correspondant, contrairement aux dispositions de l' article 36 alinéa 4 du Décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la SAED de veiller au respect des dispositions de l' article 36-5 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

5.2.2. CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

5.2.2.1 REVUE DES MARCHES PASSES PAR AOO

Le nombre de marchés, passés suivant la procédure d' appel d' offres, examinés au titre de la gestion 2012 est de 5. Ils sont présentés ci-dessous :

✓ **MARCHE N° 17 : REHABILITATION ET EXTENSION DES CASIERS SITUÉES SUR LA RIVE DROITE DE LAMPSAR.**

Nous n' avons pas d' observations particulières sur la passation de ce marché.

✓ **MARCHE N° 19 : EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTROMECHANIQUES DE STATIONS DE POMPAGE DU PROJET LAMPSAR RIVE DROITE.**

Nous n' avons pas d' observations particulières sur la passation de ce marché.

✓ **MARCHE N° 04 : TRAVAUX DE MAINTENANCE DES ADDUCTEURS ET EMISSAIRES DE DRAINAGE (FOMAED)**

Nous avons noté une incohérence entre les dates de publication de l' attribution définitive et l' ordre de service de démarrage des travaux. La publication de l' attribution définitive intervenue le 29/12/2012, est postérieure au démarrage effectif des travaux qui était prévu le 03/09/2012.

✓ **MARCHE N° 11 : TRAVAUX DE MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES D'INTERET**

Nous avons noté une incohérence entre les dates de publication de l' attribution définitive et l' ordre de service de démarrage des travaux. La publication de l' attribution définitive intervenue le 29/12/2012, est postérieure au démarrage effectif des travaux qui était prévu le 19/06/2012.

✓ **MARCHE N° 14 : FOURNITURE, EN DEUX LOTS, DE VEHICULES ET MOTOS POUR LE PROGRAMME 3 PRD**

Nos travaux ont permis de constater que l' approbation de ce marché est intervenue au delà du délai de validité des offres, sans qu' il y ait décision des parties prenantes de proroger ce délai. En effet la durée de validité des offres prévue par le DAO est de 120 jours, alors qu' entre l' ouverture des plis le 22 décembre 2011 et l' approbation du contrat le 21 juin 2012, il s' est écoulé un délai de 182 jours.

Par ailleurs, les deux lots relatifs à cet appel d' offres ont fait l'objet d'un seul contrat de marché en violation des dispositions de l'article 8 du décret 2011--1048 du 27 juillet 2011, portant Code des marchés publics qui stipule que « les travaux, fournitures ou services peuvent être répartis en lots donnant lieu chacun à un marché distinct... ».

La fiche détaillée de ces marchés est présentée en annexe 1.

5.2.2.2. REVUE DES MARCHES PASSES PAR DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

Le nombre de marchés, passés suivant la procédure de demande de renseignements et de prix, et examinés au titre de la gestion 2012 est de 03. Nous avons constaté que pour l' ensemble de ces 3 marchés, la SAED n' a pas transmis à la DCMP le procès verbal d' attribution pour publication sur le portail des marchés publics, en violation des dispositions de l' article 78-3b du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés.

✓ **MARCHE N° 1619 : ACHAT DE DIX (10) MOTOS POUR LES CENTRES DE GESTION ET D'ECONOMIE RURALES (CGER)**

Nous avons relevé des délais excessifs pour la passation du marché (plus de 241 jours entre le lancement de la DRP et la réception des fournitures. En effet les délais de passation sont anormalement longs (124 jours) entre le lancement et la signature du contrat. Il en est de même pour les délais d' exécution qui sont de 116 jours, pour une livraison qui était prévue pour au plus 30 jours après la date de signature du contrat. En somme pour cette DRP, les délais de passation sont excessifs.

✓ **MARCHE N° 4504 : FOURNITURE DE TROIS NETTOYEURS DE PADDY**

Le procès-verbal d' ouverture des plis ne mentionne pas les fonctions et services des membres de la commission.

✓ **ÉTUDES JURIDIQUES PROJET 3PRD POUR**

Nous n' avons pas d' observations particulières sur la passation de ce marché.

La revue détaillée de ces marchés est présentée en annexe 2.

5.2.2.1 REVUE DES MARCHES PASSES PAR PI

Le nombre de marchés de prestations intellectuelles examinés au titre de la gestion 2012 est de 02. Il s' agit des marchés suivants :

✓ **MARCHE N° 15 : SUPERVISION ET CONTROLE POUR LA MAINTENANCE DES ADDUCTEURS ET EMISSAIRES DE DRAINAGE PREVUS DANS LES DELEGATIONS DE DAGANA ET PODOR.**

Nous n' avons pas d' observations particulières sur la passation de ce marché.

✓ **MARCHE N° 18 : ETUDE DE FAISABILITE ET D' AVANT-PROJET SOMMAIRE (APS) DU PROJET DE REHABILITATION ET D' EXTENSION DES PERIMETRES IRRIGUES VILLAGEOIS DE WAOUNDE A MATAM.**

Nous n' avons pas d' observations particulières sur la passation de ce marché.

La revue détaillée de ces marchés est présentée en annexe.

5.2.3. CONSTATS RELATIFS A L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Afin de vérifier la réalité des prestations, nous avons constitué un échantillon de marché pour analyser l'exécution physique des obligations de l'attributaire par rapport aux termes du contrat correspondant.

Cet échantillon est constitué des marchés suivants :

- ✓ Fourniture de trois nettoyeurs de Paddy ;
- ✓ Supervision et contrôle pour la maintenance des infrastructures hydro-agricoles prévus dans les délégations de Dagana et Podor Lot 1 ;
- ✓ Réhabilitation et extension des casiers situés sur la rive droite de Lampsar.

Le détail de la revue physique de chacun de ses marchés est présenté ci-dessous :

5.2.3.1 Fourniture de trois nettoyeurs de paddy

5.2.3.1.1 Données générales

N°	REFERENCE CONTRAT	NATURE	MONTANT MARCHÉ FCFA TTC	LOCALISATION
01	01706 DU 26/07/2012	FOURNITURES	6 336 600	PAS ENCORE DEFINIE
❖ Maitre de l'Ouvrage :		SAED		
❖ Entreprise:		GIE AGRITECH		
❖ Mode de passation :		DRP		
❖ Financement :		FAO		
❖ Date d'approbation		26 Juillet 2012		
❖ Date de notification		31 Juillet 2012		
❖ Date de démarrage				
❖ Délai d'exécution		60 jours		
❖ Date de réception provisoire		12 octobre 2012		

5.2.3.1.2- EVALUATION TECHNIQUE

Nous n' avons pas d' observations particulières pour l' exécution de ce marché. En effet :

- les spécifications techniques du matériel sont bien définies ;
- le bordereau de livraison est daté du 11 octobre 2012 ;
- la réception provisoire du matériel a été prononcée le 12 octobre 2012 conformément à l' article 6 du contrat ;
- le matériel est actuellement en stock dans les locaux de la SAED en attendant son affectation.

5.2.3.1.4-ILLUSTRATIONS PHOTOGRAPHIQUES



Différence notée dans la qualité du revêtement en béton bitumineux



Différence notée dans la qualité du revêtement en béton bitumineux



Différence notée dans la qualité du revêtement en béton bitumineux



Différence notée dans la qualité du revêtement en béton bitumineux

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'EQUIPEMENT RURAL**

Société Nationale d'Aménagement et
d'Exploitation des Terres du Delta du fleuve
Sénégal et des Vallées du fleuve Sénégal et
de la Falémé

SAED ☒ 74 - ☎ 33 938 22 00

PROCES VERBAL DE RECEPTION

Nous soussignés, membres de la Commission de Réception composée de :

MM. - Oumar Samba SOW : DAP/DDAR
- Papa Soryba KEITA : DAG/DRHA
- Abdou MBODJI : DMOC/DDAR
- Amadou THIAM : CSE/DDAR
- Djibril Abdoulaye DIALLO : DET/DAIH
- Le Représentant de : « GIE AGRITECH »

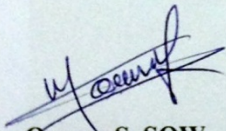
Certifions avoir reçu, conformément contrat n° 01706 du 26/07/2012 les fournitures ci-après :

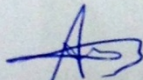
Désignation	Quantité
Nettoyeurs de Paddy de capacité moyenne, petite rizerie et décortiqueuse	03


En foi de quoi, le présent procès-verbal de réception a été établi pour servir et valoir ce que de droit.

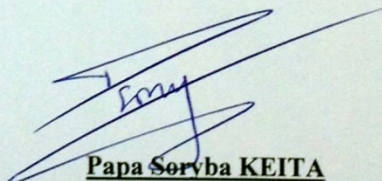
Fait à Saint-Louis, le 12/10/2012

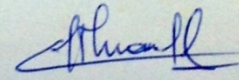
ONT SIGNE

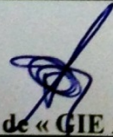

Oumar S. SOW


Abdou MBODJI


Djibril A DIALLO


Papa Soryba KEITA


Amadou THIAM


Le représentant de « GIE AGRITECH »

Montant Marché= 5 370 000 HT/HD
Financement = FAO

Objet: Fabrication et fourniture de 3 nettoyeurs paddy de capacité moyenne, petite rizerie et décortiqueuse

Décompte	FACTURE			RELEMENT			SOLDE	REFERENCE	DATE
	HTVA	TVA	TTC	HT/HD	TVA	TTC			
01	5 370 000		5 370 000	5 370 000		5 370 000	0	CHQ TRG 53362	19/10/2012
	5 370 000	0	5 370 000	5 370 000	0	5 370 000	0		

5.2.3.2 SUPERVISION ET CONTROLE POUR LA MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES HYDRO AGRICOLES PREVUE DANS LES DELEGATIONS DE DAGANA ET PODOR LOT 1

5.2.3.2.1 DONNEES GENERALES

N°	REFERENCE CONTRAT	NATURE	MONTANT MARCHE FCFA TTC	LOCALISATION
02	15-C/0054/2012	PRESTATIONS INTELLECTUELLES	35 872 000	DAGANA PODOR
❖ Maitre de l'Ouvrage :		SAED		
❖ Consultant:		SETICO		
❖ Mode de passation		Appel d'offres		
❖ Financement :		Budget SAED 2012		
❖ Date d'approbation		21 juin 2012		
❖ Date de notification		12 Juillet 2012		
❖ Date de démarrage		12 Juillet 2012		
❖ Délai d'exécution		60 jours		
❖ Date de réception provisoire		12 octobre 2012		

5.2.3.2.2- EVALUATION TECHNIQUE

Les points relevés portent sur les aspects suivants :

- les rapports mensuels ne permettent pas une identification et une vérification de l'équipe de la mission de contrôle ;
- les illustrations photographiques des rapports Juillet-Aout 2012 et Août-Septembre 2012 sont identiques ;
- les paiements du consultant ne sont pas accompagnés par une fiche de présence effective de l'équipe de la mission de contrôle ;
- le rapport final du consultant a été produit (en janvier 2013).

5.2.3.2.3 RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la SAED de :

- faire une revue approfondie des rapports d'avancement des consultants avant approbation ;
- faire systématiquement certifier la fiche de présence du personnel de mission de contrôle par le maître de l'ouvrage. Les variations éventuelles du temps de présence du personnel décidé par le maître de l'ouvrage devront être notifiées par ordre de service ;
- permettre une identification du personnel de la mission de contrôle sur les documents de suivi du projet ; l'organigramme de la mission de contrôle doit être nominatif.

5.2.3.2.4 - ILLUSTRATIONS PHOTOGRAPHIQUES

REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET
DE L'EQUIPEMENT RURAL

SOCIETE NATIONALE D'AMENAGEMENT ET
D'EXPLOITATION DES TERRES DU DELTA DU
FLEUVE SENEGAL ET DES VALLEES DU FLEUVE
SENEGAL ET DE LA FALEME.

S.A.E.D

Marché : N° 15/2012 - C/0054/2012
Objet : Supervision et Contrôle des Travaux de Maintenance des
Infrastructures Hydroagricoles


Financement : Budget SAED (FoMAED 2012)


Titulaire : SETICO

ORDRE DE SERVICE N° 01

Dans le cadre de la supervision et du contrôle des travaux de maintenance des adducteurs et émissaires de drainage (FoMAED) prévus dans les délégations de Dagana et Podor, il est demandé à SETICO de mettre en place le contrôleur général, les trois surveillants et les deux brigades topographiques, à compter de la notification du présent ordre de service.

Fait à Saint-Louis, le
En trois (03) exemplaires

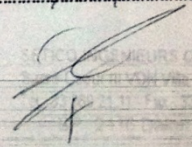
Le Directeur de la DAM


Le Directeur Général de la SAED


Reçu notification Ordre de Service n° 01

Le présent ordre de Service est notifié le 12/07/2012 au Bureau SETICO.

PRIS CONNAISSANCE
Le 16/07/12



5.2.3.3 REHABILITATION ET EXTENSION DES CASIERS SITUÉS SUR LA RIVE DROITE DE LAMPSAR

5.2.3.3.1 DONNÉES GÉNÉRALES

N°	REFERENCE CONTRAT	NATURE	MONTANT MARCHÉ FCFA TTC	LOCALISATION
03	17/2012	Travaux	4 247 963 802	Rive droite marigot LAMPSAR
❖ Maître de l’Ouvrage :		SAED		
❖ Entreprises :		SOSETER		
❖ Consultant:		Groupement Hydro-Pacte/MsiLab		
❖ Mode de passation		Appel d’offres		
❖ Financement :		BADEA/Etat du Sénégal		
❖ Date d’approbation		19 Juillet 2012		
❖ Date de notification				
❖ Date de démarrage		OS du 19 novembre 2012		
❖ Délai d’exécution		18 mois		
❖ Date de réception provisoire		En cours		

5.2.3.3.2- EVALUATION TECHNIQUE

Les points relevés portent sur les aspects suivants :

- un avenant d’un montant de 287 073 446 FCFA TTC a été approuvé le 26 juillet 2013 pour tenir compte de travaux d’évacuation de dépôts importants de 143 954 m³ non identifiés durant les études. Ces quantités ont été validées par la mission de contrôle.
- les spécifications techniques du dossier d’appel d’offres sont détaillées. Cependant certaines dispositions doivent être actualisées et revues à l’avenir :
 - les spécifications du fer à béton ne tiennent pas compte de l’évolution avec une limitation des aciers à la classe Fe40 de moins en moins recommandés ;
 - les granulats issus des concrétions latéritiques recommandés ne permettent pas d’atteindre dans la réalité les niveaux de performance exigés. Du granulat de basalte a été finalement mis en œuvre dans l’élaboration des bétons ;
 - les dispersions (écart type) ne sont pas intégrées dans l’évaluation de la moyenne des résultats d’essais de performance des matériaux.

5.2.3.3.3 RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la SAED de faire une revue des dossiers techniques d’appel d’offres et de procéder à des actualisations pour tenir compte de l’évolution des normes.

5.2.3.3.4-ILLUSTRATIONS PHOTOGRAPHIQUES



Granulats de basalte utilisé pour le béton en lieu et place des concrétions préconisées par les prescriptions techniques



Ouvrage casier de Ngao



Dépôts objet avenant n°3



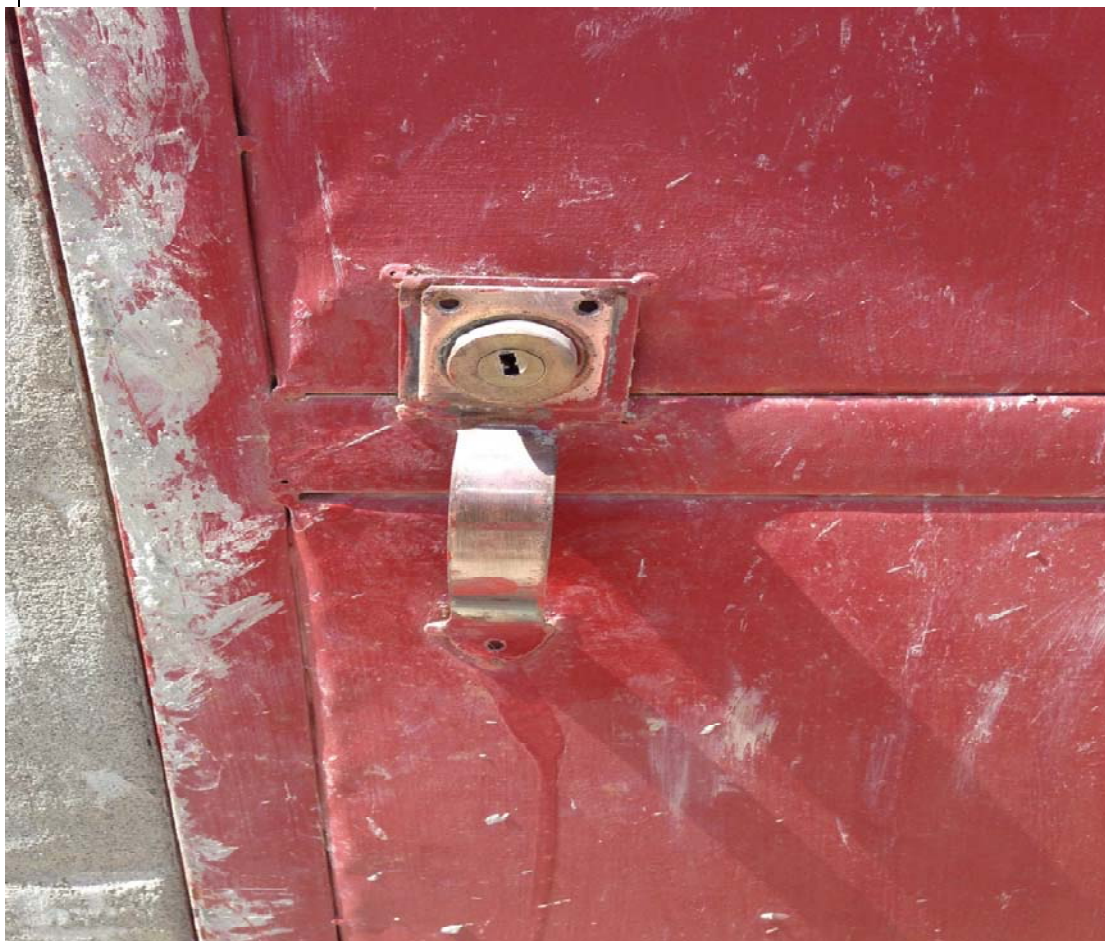
Passage busé en cours de travaux






local poste de transformation électrique



Magasin de stockage en cours de finition



Serrures de magasin de stockage avec un choix de dispositif de manœuvre robuste adapté





ROSETER   SAED / DAH  HYDRO-FACTE **msi**

DEMANDE DE TRAVAUX - DEMANDE DE RECEPTION N° 000256





PROJET DE REHABILITATION ET D'EXTENSION DES CASIERS DE LA RIVE DROITE DU MARIGOT LAMPSAR (NGAO, POLO, MBODIENE, NDIOUNGUE ET BIFFECHE)

OBJET: Ouvrage de protection des casiers **SITE:** Polo **OUVRAGE:** OF-05

DEMANDE DE TRAVAUX

DATE	DESIGNATION	VISA	OBSERVATIONS
21/11/13	Remplacement des ouvrages existants		Signé le 21/11/13
22/11/13	Implantation Fond de puits		Signé le 22/11/13
22/11/13	Béton de pro-tection		Signé le 22/11/13
23/11/13	B.A. radier et baches.		Signé le 23/11/13

DEMANDE DE RECEPTION

DATE	DESIGNATION	VISA	OBSERVATIONS
21/11/13	Remplacement des ouvrages existants		Signé le 21/11/13
22/11/13	Implantation Fond de puits		Signé le 22/11/13
22/11/13	Béton de pro-tection		Signé le 22/11/13
23/11/13	B.A. radier et baches		Signé le 23/11/13

Exemple de bonne gestion technique de travaux : fiche de demande préalable de travaux et de réception : vérification de dispositions techniques et de sécurité avant ordre de début travaux

5.3 RECOMMANDATIONS

La synthèse des recommandations issues de nos travaux est consignée dans le tableau ci-après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ORGANISME RESPONSABLE
1.	La mise en place de la Commission des Marchés au delà des délais de transmission des copies des actes de nomination des membres à la DCMP	Veiller au respect des dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des AC	DG/SAED
2.	Défaut de désignation d'un suppléant pour chaque membre de la Commission des Marchés.	Veiller au respect des dispositions de l'article 36 alinéa 4 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	DG/SAED
3.	L'établissement d'un contrat unique pour les deux lots d'un appel d'offres.	Veiller au respect des dispositions de l'article 8 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.	DG/SAED
4.	Délai anormalement long entre le lancement de la DRP et la réception des fournitures	Veiller au respect des dispositions de l'article 64 dernier alinéa de la directive n°4/2005/CM/UEMOA.	DG/SAED
5.	Non transmission à la DCMP du procès verbal d'attribution pour publication sur le portail des marchés publics	Veiller au respect des dispositions de l'article 78 alinéa 3b du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.	DG/SAED

5.4 STATISTIQUES ET INDICATEURS

5.4.1 TABLEAU STATISTIQUE DES ANOMALIES

ANOMALIES/MARCHES	AOO 1	AOO2	AOO 3	AOO 4	AOO 5	PI 1	PI 2	DRP 1	DRP 2	DRP 3	TOTAL ANOMALIES	TOTAL MARCHES REVUS	STATISTIQUE DES ANOMALIES
Anomalies organisationnelles													
Le défaut de désignation d'un suppléant pour chaque membre de la Commission des Marchés	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	10	10	100%
Défaut de mise en place d'une cellule de passation des marchés conforme aux dispositions du Code des Marchés	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	10	10	100%
Anomalies sur les règles de publicité													
Publicité de l'avis d'appel d'offres, de l'avis à manifestation d'intérêt							1				1	10	10%
Défaut de transmission des attributions définitives à la DCMP pour les DRP								1	1	1	3	3	100%
Anomalies sur le contrat													
Signature d'un contrat unique pour les deux lots d'un appel d'offres					1						1	10	10%
Approbation du contrat au delà du délai de validité des offres					1						1	10	10%

SOMMAIRE DES ANNEXES

1 - REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR APPEL D'OFFRES OUVERT.....	40
2- REVUE DETAILLEE DES MARCHES PASSES PAR DRP.....	48
3. REVUE DETAILLEE DES MARCHES DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES	51
4. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES.....	54
5. OBSERVATIONS DE LA SAED ET COMMENTAIRES DU CABINET SUR LE RAPPORT PROVISOIRE.....	56

APPELS D'OFFRES OUVERTS

**AOO N°2011/14 : FOURNITURE DE VEHICULES AU PROGRAMME DE PROMOTION DE
PARTENARIAT RIZICOLE DANS LE DELTA (3PRD)**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Ce marché relatif à la fourniture de véhicules au Programme de Promotion de Partenariat Rizicole dans le DELTA (3PRD) est alloti en deux (2) lots. Les deux lots ont été attribués à la Sénégalaise de l' Automobile.

DONNEES SUR LE MARCHE

DONNEES DU MARCHE	
Numéro DAO	2011/14
1. Financement :	BOAD
2. Nom de l'autorité contractante :	SAED
3. Intitulé du marché :	Fourniture de véhicules au Programme de Promotion de Partenariat Rizicole dans le DELTA (3PRD)
4. Numéro du marché :	14/2012 immatriculation F/0055/2012
5. Description des biens, travaux ou services :	Véhicules et motos
6. Nom de l'attributaire du marché :	LA Sénégalaise de l' Automobile
7. Nombre d'offres reçues :	2
8. Date limite de dépôt des offres :	22/12/2011
9. Date d'ouverture des plis :	22/12/2011
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	29/03/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	10/06/2012
12. Date d'Approbation :	21/06/2012
13. Date de notification :	17/07/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive :	Documents non transmis
15. Date ordre de service de commencer :	N/A pour les marchés de fournitures
16. Date de démarrage effectif :	A partir de la date d'enregistrement
17. Délai d'exécution :	60 jours
18. Date de réception (provisoire) :	12/09/2012
19. Montant marché :	49 878 600 TTC
20. Montant budget :	Non communiqué

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence dans le dossier de l'avis de publication de l'attribution définitive.
- les deux lots ont fait l'objet d'un seul contrat de marché en violation des dispositions de l'article 8 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés Publics.
- l'approbation de ce marché est intervenue au delà du délai de validité des offres, sans qu'il y ait décision des parties prenantes de proroger ce délai. En effet la durée de validité des offres prévue par le DAO est de 120 jours, alors qu'entre l'ouverture des plis le 22 décembre 2011 et l'approbation du contrat le 21 juin 2012, il s'est écoulé un délai de 182 jours.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la SAED de veiller au respect des dispositions de l' article 8 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés publics et de l' article 22 du Code approuvant leur marché durant la période de validité des offres.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La SAED n'a pas respecté les dispositions du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés publics.

**AOO N°119/11: TRAVAUX DE MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES D'INTERET GENERAL
PREVUS DANS LES DELEGATIONS DE DAGANA ET PODOR**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Ce marché relatif aux travaux de maintenance des Infrastructures d'intérêt général prévus dans les délégations de Dagana et Podor est alloti en deux (2) lots: lot 1 (THIAYTOU 73 396 000 TTC) LOT2 (TBMC ENTREPRISE 91 096 0000) ; notre sélection a porté sur le lot 2.

DONNEES SUR LE MARCHE

DONNEES DU MARCHE	
Numéro DAO	2012/03
1. Financement :	Budget SAED 2012
2. Nom de l'autorité contractante :	SAED
3. Intitulé du marché :	Travaux de maintenance des infrastructures d'intérêt général prévus dans les délégations de Dagana et Podor
4. Numéro du marché :	N°11/2012
5. Description des biens, travaux ou services :	Travaux de maintenance des infrastructures
6. Nom de l'attributaire du marché :	TBMC
7. Nombre d'offres reçues :	5
8. Date limite de dépôt des offres :	15/03/2012
9. Date d'ouverture des plis :	15/03/2012
10. Date de publication de l'attribution provisoire :	05/05/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	12/04/2012
12. Date d'approbation :	16/04/2012
13. Date de notification :	19/06/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive :	29/12/2012
15. Date ordre de service de commencer :	21/06/2012
16. Date de démarrage effectif :	03/09/2012
17. Délai d'exécution :	04 mois
18. Date de réception (provisoire) :	Le marché a été résilié
19. Montant marché :	91 096 000 TTC FCFA
20. Montant budget :	245 000 000 TTC FCFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater une incohérence entre les dates de publication de l'attribution définitive et l'ordre de service de démarrage des travaux. La publication de l'attribution définitive intervenue le 29/12/2012, est postérieure au démarrage effectif des travaux qui était prévu le 03/09/2012.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la SAED de respecter les dispositions du Code des Marchés Publics, en publiant l'attribution définitive avant la date de démarrage des travaux.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

En dehors de la non conformité citée ci-avant, la SAED a globalement respecté les dispositions du décret 2011--1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés.

**AOO N°119/11: TRAVAUX DE MAINTENANCE DES ADDUCTEURS ET EMISSAIRES DE DRAINAGE
PREVUS DANS LA DELEGATION DE DAGANA LOT 2 (FoMAED)**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Ce marché est relatif à la réalisation des travaux de maintenance des adducteurs et émissaires de drainage prévus dans les délégations de Dagana et Podor. Il est alloté en quatre (4) lots: Lot 1 (SOREM EATP 60 121 000 TTC) ; lot 2 (EIFFAGE SENEGAL 339 283 040 TTC) lot 3 (THIAYTOU 94 341 000 TTC) lot 4 (ESI SARL 45 972 800 TTC) : notre sélection a porté sur le lot 2.

DONNEES SUR LE MARCHE

DONNEES DU MARCHE	
Numéro DAO	2012/01
1. Financement :	Budget SAED 2012
2. Nom de l'autorité contractante :	SAED
3. Intitulé du marché :	Travaux de maintenance des adducteurs et émissaires de drainage prévus dans la délégation de Dagana lot 2 (FoMAED)
4. Numéro du marché :	N°04/2012-T0040/2012
5. Description des biens, travaux ou services :	Travaux de maintenance des adducteurs et émissaires de drainage
6. Nom de l'attributaire du marché :	EIFFAGE SENEGAL
7. Nombre d'offres reçues :	4
8. Date limite de dépôt des offres :	08/03/2012
9. Date d'ouverture des plis :	08/03/2012
10. Date de publication de l'attribution provisoire :	29/03/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	02/05/2012
12. Date d'Approbation :	09/05/2012
13. Date de notification :	12/06/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive :	29/12/2012
15. Date ordre de service de commencer :	19/06/2012
16. Date de démarrage effectif :	02/07/2012
17. Délai d'exécution :	4 mois
18. Date de réception (provisoire) :	Réception Provisoire 10/10/2012 Réception Définitive 16/04/2013
19. Montant marché :	339 283 040 F CFA TTC
20. Montant budget :	500 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater une incohérence entre les dates de publication de l'attribution définitive et l'ordre de service de démarrage des travaux. La publication de l'attribution définitive intervenue le 29/12/2012, est postérieure au démarrage effectif des travaux qui était prévu le 19/06/2012.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la SAED de respecter les dispositions du Code des Marchés Publics, en publiant l'attribution définitive avant la date de démarrage des travaux.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

En dehors de la non conformité citée ci-avant, la SAED a globalement respecté les dispositions du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés public.

AOO N°17/2012: REHABILITATION ET EXTENSION DES CASIERS SITUÉES SUR LA RIVE DROITE DE LAMPAR POUR UN MONTANT DE F CFA 4 247 963 802; REALISATION DES TRAVAUX DE TERRASSEMENT, DE GENIE CIVIL ET DE BATIMENT(AOO1)

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Ce marché relatif à la réalisation des travaux de terrassement, de génie civil et de bâtiment pour un montant de F CFA 4 247 963 802.

DONNEES SUR LE MARCHE

DONNEES DU MARCHE	
Numéro DAO	
1. Financement :	BADEA
2. Nom de l'autorité contractante :	Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal et des Vallées du Fleuve Sénégal et de la Falémé
3. Intitulé du marché :	Réhabilitation et extension des casiers situés sur la rive droite de Lampar pour un montant de F CFA 4 247 963 802 (AOO1)
4. Numéro du marché :	17/2012
5. Description des biens, travaux ou services :	Travaux de génie civil
6. Nom de l'attributaire du marché :	SOSETER
7. Nombre d'offres reçues :	3
8. Date limite de dépôt des offres :	23/02/2012
9. Date d'ouverture des plis :	23/02/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	24/05/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	13/07/2012
12. Date d'Approbation :	19/07/2012
13. Date de notification :	28/08/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive :	17/08/2012
15. Date ordre de service de commencer :	15/10/2012
16. Date de démarrage effectif :	19/11/2012
17. Délai d'exécution :	18 mois
18. Date de réception (provisoire) :	En cours
19. Montant marché :	4 247 963 802 F CFA
20. Montant budget :	5 300 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nous n' avons pas d' observations particulières sur la passation de ce marché.

AOO N°19/2012: REHABILITATION ET EXTENSION DES CASIERS SITUES SUR LA RIVE DROITE DE LAMPAR; REALISATION DES EQUIPEMENTS ELECTROMECHANQUES ET ELECTRIQUES DES STATIONS DE POMPAGE

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Ce marché relatif à la réalisation des équipements électromécaniques et électriques des stations de pompage pour un montant de F CFA 821 297 296.

DONNEES SUR LE MARCHE

DONNEES DU MARCHE	
Numéro DAO	
1. Financement :	BADEA
2. Nom de l'autorité contractante :	Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal et des Vallées du Fleuve Sénégal et de la Falémé
3. Intitulé du marché :	Réalisation des équipements électromécaniques et électriques des stations de pompage
4. Numéro du marché :	N°19/12
5. Description des biens, travaux ou services :	Travaux de génie civil
6. Nom de l'attributaire du marché :	SAHE SARL
7. Nombre d'offres reçues :	3
8. Date limite de dépôt des offres :	23/02/2012
9. Date d'ouverture des plis :	23/02/2012
10. Date de Publication de l'attribution provisoire :	24/05/2012
11. Date de signature/Prestation de services (contrats) :	27/07/2012
12. Date d'Approbation :	01/08/2012
13. Date de notification :	05/09/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive :	08/09/2012
15. Date ordre de service de commencer :	15/10/2012
16. Date de démarrage effectif :	Non communiqué
17. Délai d'exécution :	18 mois
18. Date de réception (provisoire) :	En cours
19. Montant marché :	821 297 296 F CFA TTC
20. Montant budget :	1 600 000 000 F CFA TTC

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nous n' avons pas d' observations particulières sur la passation de ce marché.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

Pour ce marché la SAED a globalement respecté les dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés publics.

DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

✚ MARCHE N°1619 : FOURNITURE DE DIX (10) MOTOS DE 125 CM3 A LA SAED

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP relative à la fourniture de dix (10) motos de 125 CM3 à la SAED est d' un montant de FCFA 15 900 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement :	AFD projet PACR-VALLEE/CGERV
2. Nom de l'Autorité contractante :	SAED
3. Intitulé du marché :	Fourniture de dix (10) motos de 125 CM3 à la SAED
4. Numéro du marché :	N° 1619
5. Description des biens, travaux ou service :	Fourniture de dix (10) motos de 125 CM3
6. Nom de l'attributaire du marché :	Sénégalaise de l'automobile
7. Nombre d'offres reçues :	3
9. Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	13/03/2012
10. Date ouverture des plis :	19/04/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	16/07/2012
12. Date de publication des résultats :	L'attribution provisoire n'a pas fait l'objet de publication sur le site de l'ARMP
13. Date ordre de service de commencer :	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation :	N/A
15. Délai d'exécution :	3 mois
16. Date de réception :	Provisoire le 09/11/2012 ; Définitive le 07/05/2013
17. Montant du marché :	15 900 000 F CFA HT
18. Montant du budget :	25 000 000 F CFA HT

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous permis de constater une absence de publication de l' avis d' attribution sur le site de l' ARMP en violation de l' article 78 alinéa 3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés publics.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la SAED de veiller au respect des dispositions des articles 78-3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés publics en transmettant les données du marché à la DCMP pour publication dans le site de l' ARMP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

En dehors du constat relevé ci-dessus la SAED a respecté en général les dispositions du Décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés publics.

MARCHE N° 4504 : FABRICATION ET LA FOURNITURE DE TROIS (3) NETTOYEURS DE PADDY DE CAPACITE MOYENNE, PETITE RIZERIE ET DECORTIQUEUSE A LA SAED

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Cette DRP qui est relative à la fabrication et la fourniture de trois (3) nettoyeurs de Paddy de capacité moyenne, petite rizerie et décortiqueuse à la SAED est d'un montant de FCFA 5 370 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement :	Projet FAO intitulé "Amélioration de la Production du riz en Afrique de l'Ouest" GCP/RAF453/SPA
2. Nom de l'Autorité contractante :	SAED
3. Intitulé du marché :	Fabrication et la fourniture de trois (3) nettoyeurs de Paddy de capacité moyenne, petite rizerie et décortiqueuse à la SAED
4. Numéro du marché :	N°1706
5. Description des biens, travaux ou service :	nettoyeurs de Paddy
6. Nom de l'attributaire du marché :	GIE AGRITECH
7. Nombre d'offres reçues :	1
9: Date de publicité de la demande de prix ou de la lettre d'invitation :	18/04/2012
10.Date ouverture des plis :	24/05/2012
11. Date de signature et approbation contrat (si requis) :	20/07/2012
12. Date de publication des résultats :	L'attribution provisoire n'a pas fait l'objet de publication sur le site de l'ARMP
13. Date Ordre de service de commencer :	N/A
14. Date de démarrage effectif de prestation :	N/A
15. Délai d'exécution :	N/A
16. Date de réception :	12/10/2012
17. Montant du marché :	5 370 000 FCFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous permis de constater une absence de publication de l'avis d'attribution sur le site de l'ARMP en violation des dispositions de l'article 78 alinéa 3b du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés publics.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la SAED de veiller au respect des dispositions des articles 78 alinéa 3 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés publics en transmettant les données du marché à la DCMP pour publication dans le site de l'ARMP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La SAED a respecté en général les dispositions du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés publics.

PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**MARCHE N° 15-C/0054/2012 : PROGRAMME DE MAINTENANCE DES INFRASTRUCTURES
HYDRO-AGRICOLES POUR L'ANNEE 2012 (LOT 1: SUPERVISION ET CONTRÔLE DES TRAVAUX DE
MAINTENANCE DES ADDUCTEURS ET ÉMISSAIRES DE DRAINAGE PRÉVUS DANS LES
DÉLÉGATIONS DE DAGANA ET PODOR)**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHÉ

Le marché est relatif à la supervision et au contrôle des travaux de maintenance des adducteurs et émissaires de drainage prévus dans les délégations de Dagana et Podor pour un montant de FCFA 35 872 000.

DONNÉES SUR LE MARCHÉ

1. Financement :	Budget SAED
2. Nom de l'autorité contractante :	SAED
3. Intitulé du marché :	Programme de maintenance des infrastructures hydro-agricoles pour l'année 2012 (lot 1: supervision et contrôle des travaux de maintenance des adducteurs et émissaires de drainage prévus dans les délégations de Dagana et Podor)
4. Numéro du marché :	15-C/0054/2012
5. Description des biens, travaux ou services :	Supervision et contrôle
6. Nom de l'attributaire du marché :	SETICO
7. Nombre d'offres reçues :	2
8. Date limite de dépôt des offres :	12/04/2012
9. Date d'ouverture des plis :	12/04/2012
10. Date de signature du marché :	14/06/2012
11. Date d'approbation :	21/06/2012
12. Date de publication de l'attribution provisoire :	29/05/2012
13. Date de notification :	12/07/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive :	17/08/2012
15. Date ordre de service de commencer :	16/07/2012
16. Date de démarrage effectif :	16/07/2012
17. Délai d'exécution :	60 jours
18. Date de réception (provisoire) :	12/10/2012
19. Date de réception (définitive) :	N/A
20. Montant marché :	35 872 000 F CFA
21. Montant budget :	80 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITÉ

Nous n'avons pas d'observations sur la passation de ce marché.

CONCLUSION SUR LA PROCÉDURE DE PASSATION DE MARCHÉ

La SAED a respecté les dispositions du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011, portant Code des Marchés publics.

MARCHE N° 18/2012 : ETUDE DE FAISABILITE ET D'AVANT-PROJET SOMMAIRE (APS) DU PROJET DE REHABILITATION ET D'EXTENSION DES PERIMETRES IRRIGUES VILLAGEOIS DE WAOUNDE A MATAM.

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

Le marché est relatif à l'étude de faisabilité et d'avant-projet sommaire (APS) du projet de réhabilitation et d'extension des périmètres irrigués villageois de Waoundé à Matam, pour un montant de FCFA 207 680 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement :	BADEA
2. Nom de l'autorité contractante :	SAED
3. Intitulé du marché :	Etude de faisabilité et d'avant-projet sommaire (APS) du projet de réhabilitation et d'extension des périmètres irrigués villageois de Waoundé à Matam.
4. Numéro du marché :	N° 018/2012
5. Description des biens, travaux ou services :	Travaux de génie civil
6. Nom de l'attributaire du marché :	MCG
7. Nombre d'offres reçues :	4
8. Date limite de dépôt des offres :	02/02/2012
9. Date d'ouverture des plis :	02/02/2012
10. Date de signature du marché :	23/07/2012
11. Date d'approbation :	25/07/2012
12. Date de publication de l'attribution provisoire :	01/06/2012
13. Date de notification :	15/09/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive :	08/09/2012
15. Date ordre de service de commencer :	15/09/2012
16. Date de démarrage effectif :	25/09/2012
17. Délai d'exécution :	10 mois
18. Date de réception (provisoire) :	04/11/2013 (avenant sur durée)
20. Montant marché :	207 680 000 F CFA TTC
21. Montant budget :	272 000 000 F CFA TTC

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nous n' avons pas d' observations particulières sur la passation et l' exécution de ce marché.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La SAED a respecté les dispositions du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés publics.

**SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE L'AUDIT DE LA
GESTION 2010**

POINTS DE RECOMMANDATIONS	SUIVI DE LA RECOMMANDATION
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES	
DP	
Veiller à la formalisation du contrôle du respect par les candidats des conditions d'accès à la commande publique telles que spécifiées dans les articles 43 et 45 du CMP ;	Recommandation levée
La Commission des Marchés doit statuer sur les résultats des travaux de la Commission Technique et dresser un procès verbal qui doit être classé dans le dossier de passation ;	Recommandation levée
Veiller au respect des dispositions de l'article 13 du CMP relatif aux mentions obligatoires à insérer dans les contrats ;	Recommandation levée
Attribuer les marchés pendant la période de validité des offres ;	Recommandation maintenue
Veiller à la cohérence des informations contenues dans les différents documents de passation des marchés ;	Recommandation maintenue
AO	
Indiquer dans les AAO les durées de validité des offres et des garanties de soumission ; y indiquer les critères généraux de qualification et renvoyer au DAO pour le détail desdits critères ;	Recommandation levée
Moduler les critères financiers de manière à favoriser l'accès des PME à la commande publique en facilitant leurs regroupements avec de grandes entreprises ;	Recommandation levée
Formaliser le contrôle des pièces requises aux termes des articles 43 et 45 du CMP ; mentionner le nom des organismes ayant délivré les garanties de soumission et les dates de validité desdites garanties qui doivent courir 28 jours après la date de validité des offres ;	Recommandation levée
Appliquer les clauses de pénalités prévues au contrat.	Recommandation maintenue
DRP	
Se conformer aux dispositions de la circulaire 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP. Veiller au respect des articles 43 et 45 du CMP.	Recommandation levée
Veiller au classement et à l'archivage exhaustif des dossiers de marchés.	Recommandation levée
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE	
Se conformer au CMP pour la détermination du taux et du montant de la garantie de bonne exécution.	Recommandation levée

**COMMENTAIRES DU CABINET SUR LES OBSERVATIONS
DE LA SAED A NOTRE RAPPORT PROVISOIRE**

Dakar, le 15 juillet 2014

**A Monsieur le Directeur Général de la société nationale d'aménagement
Et d'exploitation des terres du delta du fleuve Sénégal et des vallées
Du fleuve Sénégal et de la Falémé (SAED)**

SAINT LOUIS

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**V/Réf : 1829/SAED/DG/CPM
N/Réf : 0797/2014/MG/MSY/RC**

Objet : Commentaires et observations de la SAED sur notre rapport provisoire d'audit
indépendant des marchés publics passés durant la gestion 2012.

Monsieur le Directeur Général,

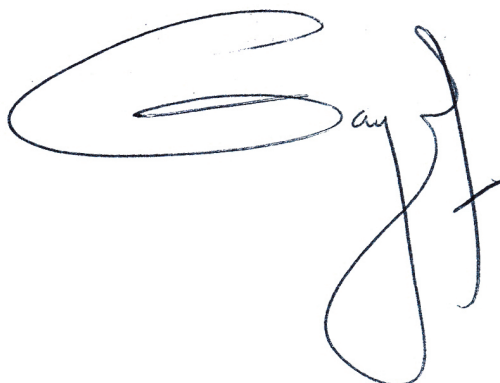
Nous accusons réception de votre lettre citée en référence, relative à l'objet précité et vous en remercions.

En réponse à vos commentaires, nous vous envoyons en pièce jointe nos observations sur les commentaires que vous avez apportés à notre rapport provisoire.

Nous vous en souhaitons bonne réception et vous prions d' agréer, Monsieur le Directeur Générale, l' assurance de notre considération distinguée.

PJ : Nos commentaires sur les observations de la SAED à notre rapport provisoire.

Mansour GAYE
Associé



NOS COMMENTAIRES SUR LES OBSERVATIONS DE LA SAED A NOTRE RAPPORT PROVISOIRE

1. Constats généraux : Anomalies d'ordre organisationnel

N°	Constats	Commentaires de la SAED	Commentaires de Grant Thornton
01	Mise en place de la Commission des Marchés au-delà des délais de transmission des copies des actes de nomination des membres à la DCMP	<p>Le Directeur Général de la SAED qui est seul à signer la décision de nomination des membres de la CM était hors du pays durant cette période.</p> <p>A l'avenir, nous veillerons à prendre les dispositions nécessaires.</p>	Nous prenons acte de votre réponse
02	Défaut de désignation d'un suppléant pour chaque membre de la CM.	<p>Des suppléants ont été certes, désignés pour les membres de la CM. Seulement, c'est l'ordre de nomination des suppléants qui n'a pas été explicite.</p> <p>Vous trouverez, ci-joint, la décision portant nomination des membres de la Commission des Marchés (CM).</p> <p>Ce manquement est corrigé pour les décisions de nomination des membres de la CM qui ont suivi cet exercice.</p>	Nous prenons acte de votre réponse

2. Constats spécifiques aux marchés examinés passés par AOO

N°	Marchés	Constats	Commentaires de la SAED	Commentaires de Grant Thornton
01	Marché N° 04 : Travaux de maintenance des adducteurs et Emissaires de Drainage	La date de publication de l'attribution définitive est postérieure à celle de l'ordre de service	L'attribution définitive qui devrait être publiée quinze jours après la notification du marché a accusé un retard. Nous veillerons à ce que ce manquement ne se reproduise plus.	Nous prenons acte de votre réponse
02	Marché N° 11 : Travaux de maintenance des infrastructures d'intérêts général	La date de publication de l'attribution définitive est postérieure à celle de l'ordre de service	L'attribution définitive qui devrait être publiée quinze jours après la notification du marché a accusé un retard. Nous veillerons à ce que ce manquement ne se reproduise plus	Nous prenons acte de votre réponse
03	Marché N° 14 : Fourniture en deux lots de véhicules et de Motos pour le programme 3PRD	L'approbation du marché est intervenue au delà du délai de validité des offres, sans qu'il ait décision des parties prenantes de proroger ce délai	Effectivement, il y a eu un retard entre l'attribution provisoire du marché et son approbation. Le retard est imputable en partie au titulaire du marché qui a souscrit un peu tard au contrat qui lui a été présenté. Néanmoins, nous en prenons acte pour qu'un pareil retard ne se reproduise plus.	Nous prenons acte de votre réponse

3. Constats spécifiques aux Demandes de Renseignements et de Prix

N°	Marchés	Constats	Commentaires de la SAED	Commentaires de Grant Thornton
01	Marché N° 1619 : Achat de dix motos pour les Centres de Gestion et d'Economie Rurales (CGER)	Les délais de passation sont excessifs (241 jours entre le lancement de la DRP et la réception des fournitures)	Effectivement, il y a eu un retard. Nous en prenons acte pour qu'un pareil retard ne se reproduise plus.	Nous prenons acte de votre réponse
02	Marchés 4504 : Fourniture de trois nettoyeurs de paddy	Le nombre d'offres reçues 01 sur 05 entreprises normalement consultées est un indice de dysfonctionnement dans l'établissement de la liste restreinte qui doit inclure des candidats susceptibles de ne pas faire défection.	Conformément à l'article 78 du code des marchés, l'Autorité Contractante sollicite "simultanément, par écrit des prix auprès d'au moins cinq entreprises". Pour cette DRP la SAED a sollicité des prix auprès de six (06) entreprises au lieu de cinq (05) pour faire jouer la concurrence conformément aux principes qui gouvernent les marchés publics. D'ailleurs, c'est pourquoi, les DRP ne représentent que 1% de l'ensemble des marchés attribués pour l'exercice 2012, comme vous avait eu à le constater dans le rapport annuel. Les lettres d'invitation sont envoyées par voie postale. Par la suite nous sommes assurés par téléphone que les entreprises short listées ont toutes reçu la DRP. Une seule entreprise (MEQUISEN) a accusé réception pour dire qu'il est au regret de pouvoir proposer des nettoyeurs tels que spécifiés dans le cahier de charge. Pour les autres, bien qu'ayant reçu, ils n'ont pas accusé réception. Aussi, rien ne présage que les entreprises qui ont reçu la DRP ne déposeront pas d'offres. Dans ces conditions, et en conformité avec les dispositions du code des marchés, rien ne s'oppose à ce que la SAED poursuive la procédure avec une seule offre compte tenu de l'urgence liée à ce dossier, mais surtout, du délai qui restait pour la clôture du financement. Vous trouverez, ci-joint, les copies des lettres d'invitation qui ont été adressées aux six entreprises et la réponse de l'entreprise MEQUISEN.	Nous prenons acte de votre réponse et avons levé le point. Néanmoins nous vous recommandons dans le cadre de consultation par voie postale d'exiger de la poste une accusée de réception.

4. Constats spécifiques aux Demandes de Renseignements et de Prix

N°	Marchés	Constats	Commentaires de la SAED	Commentaires de Grant Thornton
01	Marché N° 18 : Etude de faisabilité et d'APS du projet de réhabilitation et d'extension des PIV de Waoundé à Matam.	Le marché n'a pas fait l'objet d'un Appel Public à Manifestation d'Intérêt (APMI) contrairement aux dispositions des articles 80 et 82 du code des Marchés Publics.	<p>Ce marché est financé par la BADEA. Le bailleur a demandé que la short liste soit établie d'un commun accord.</p> <p>Par fax, en date du 03 Octobre 2011 la SAED a demandé au bailleur la procédure de sélection du consultant (APMI ou short liste arrêtée d'un commun accord).</p> <p>En réponse, par fax en date du 11 Octobre 2011, le bailleur opte pour la proposition permettant d'arrêter, d'un commun accord la short liste et, ce conformément aux principes directeurs en vigueur à la BADEA pour l'utilisation de consultants.</p> <p>Par fax en date du 18 Octobre 2011, le bailleur a complété la short liste qui lui a été soumise par la SAED afin d'enclencher la procédure de passation.</p> <p>Aussi, le dossier a été soumis à la DCMP/Pôle Saint-Louis. Cette dernière, après avoir pris connaissance de la méthode de sélection du consultant, a donné son Avis de Non Objection (ANO) par courrier N°000643/MEF/DCMP/SRMPPS en date du 30 décembre 2011.</p> <p>Vous trouverez, ci-joint, l'ANO de la DCMP.</p> <p>C'est pourquoi, les dispositions des articles 80 et 82 ne peuvent pas être invoquées ici.</p> <p>En cas de contradiction, les procédures du bailleur priment sur le code national.</p> <p>Vous trouverez, ci-joint, les différents courriers échangés avec le bailleur.</p>	Nous avons parcouru les échanges de correspondance avec le bailleur et la DCMP et avons levé le point.


**OBSERVATIONS DE LA SAED SUR LE RAPPORT
PROVISoire**

MW
REPUBLIQUE DU SENEGAL

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE
L'EQUIPEMENT RURAL

SOCIÉTÉ NATIONALE D'AMÉNAGEMENT ET
D'EXPLOITATION DES TERRES DU DELTA
DU FLEUVE SENEGAL ET DES VALLÉES DU
FLEUVE SENEGAL ET DE LA FALEME

S.A.E.D BP 74 - SAINT-LOUIS


N° SAED/DG/CPM

Saint-Louis, le 11 JUL 2014

LE DIRECTEUR GENERAL

Réf. : V/L N°0652/2014/MG/MYS/FBN du 03 Juin 2014

Objet : - Revue indépendante de la conformité de la passation des marchés
- Commentaire sur le rapport provisoire

Monsieur le Directeur Général,

Suite à votre courrier rappelé en référence, reçu le 27 Juin 2014 par notre Bureau Central du Courrier sous le numéro 2158, nous vous transmettons nos observations et commentaires relatives aux marchés N° 18 et 4504 qui sont consignés dans le document ci-joint, de même que les pièces qui fondent notre argumentation.

Sur cette base, nous vous invitons à lever les observations apportées sur les deux marchés.

Toutefois, pour les autres constats nous en prenons acte.

Dans l'attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le **Directeur Général**, l'assurance de notre considération distinguée.

Pièces jointes :

- Tableau des constats et commentaires de la SAED ;
- Lettre SAED au bailleur sur le mode de sélection ;
- Choix du bailleur sur le mode de sélection ;
- Courrier du bailleur pour compléter la short liste ;
- Avis de non objection de la DCMP sur le mode de sélection ;
- Accusé réception de l'entreprise Mequisen pour la DRP Nettoyeur de paddy ;
- Lettres d'invitation adressées aux six entreprises pour la DRP Nettoyeur de paddy ;
- Décision Commission des Marchés



Samba KANTE

A.

Monsieur le Directeur Général
Du Cabinet Grant Thornton 2, place de
l'indépendance, Immeuble SDIH BP 7642
Dakar - Médina

SAED - BP 74 - SAINT-LOUIS - RN2 (Ngalké, km 10, Route de Rosso) - TEL : 33 936 22 00 - FAX : 33 938 22 01 - E-MAIL : saed@orange.sn - www.saed.sn

Tableau des constats et commentaires de la SAED

1. Constats généraux : Anomalies d'ordre organisationnel

N°	Constats	Commentaires de la SAED
01	Mise en place de la Commission des Marchés au-delà des délais de transmission des copies des actes de nomination des membres à la DCMP	<p>Le Directeur Général de la SAED qui est seul à signer la décision de nomination des membres de la CM était hors du pays durant cette période.</p> <p>A l'avenir, nous veillerons à prendre les dispositions nécessaires.</p>
02	Défaut de désignation d'un suppléant pour chaque membre de la CM.	<p>Des suppléants ont été certes, désignés pour les membres de la CM. Seulement, c'est l'ordre de nomination des suppléants qui n'a pas été explicite.</p> <p>Vous trouverez, ci-joint, la décision portant nomination des membres de la Commission des Marchés (CM).</p> <p>Ce manquement est corrigé pour les décisions de nomination des membres de la CM qui ont suivi cet exercice.</p>

2. Constats spécifiques aux marchés examinés passés par AOO

N°	Marchés	Constats	Commentaires de la SAED
01	Marché N° 04 : Travaux de maintenance des adducteurs et Emissaires de Drainage	La date de publication de l'attribution définitive est postérieure à celle de l'ordre de service	<p>L'attribution définitive qui devrait être publiée quinze jours après la notification du marché a accusé un retard.</p> <p>Nous veillerons à ce que ce manquement ne se reproduise plus.</p>
02	Marché N° 11 : Travaux de maintenance des infrastructures d'intérêts général	La date de publication de l'attribution définitive est postérieure à celle de l'ordre de service	<p>L'attribution définitive qui devrait être publiée quinze jours après la notification du marché a accusé un retard.</p> <p>Nous veillerons à ce que ce manquement ne se reproduise plus</p>
03	Marché N° 14 : Fourniture en deux lots de véhicules et de Motos pour le programme 3PRD	L'approbation du marché est intervenue au delà du délai de validité des offres, sans qu'il est décision des parties prenantes de proroger ce délai	<p>Effectivement, il y a eu un retard entre l'attribution provisoire du marché et son approbation.</p> <p>Le retard est imputable en partie au titulaire du marché qui a souscrit un peu tard au contrat qui lui a été présenté.</p> <p>Néanmoins, nous en prenons acte pour qu'un pareil retard ne se reproduise plus.</p>

3. Constats spécifiques aux Demandes de Renseignements et de Prix

N°	Marchés	Constats	Commentaires de la SAED
01	Marché N° 1619 : Achat de dix motos pour les Centres de Gestion et d'Economie Rurales (CGER)	Les délais de passation sont excessifs (241 jours entre le lancement de la DRP et la réception des fournitures)	Effectivement, il y a eu un retard. Nous en prenons acte pour qu'un pareil retard ne se reproduise plus..
02	Marchés 4504 : Fourniture de trois nettoyeurs de paddy	Le nombre d'offres reçues 01 sur 05 entreprises normalement consultées est un indice de dysfonctionnement dans l'établissement de la liste restreinte qui doit inclure des candidats susceptibles de ne pas faire défection.	Conformément à l'article 78 du code des marchés, l'Autorité Contractante sollicite "simultanément, par écrit des prix auprès d'au moins cinq entreprises". Pour cette DRP la SAED a sollicité des prix auprès de six (06) entreprises au lieu de cinq (05) pour faire jouer la concurrence conformément aux principes qui gouvernent les marchés publics. D'ailleurs, c'est pourquoi, les DRP ne représentent que 1% de l'ensemble des marchés attribués pour l'exercice 2012, comme vous avait eu à le constaté dans le rapport annuel qui vous a été remis. Les lettres d'invitation sont envoyées par voie postale. Par la suite nous sommes assurés par téléphone que les entreprises short listées ont toutes reçu la DRP. Une seule entreprise (MEQUISEN) a accusé réception pour dire qu'il est au regret de pouvoir proposer des nettoyeurs tels que spécifiés dans le cahier de charge. Pour les autres, bien qu'ayant reçu, il n'ont pas accusé réception.

N°	Marchés	Constats	Commentaires de la SAED
			<p>Aussi, rien ne présage que les entreprises qui ont reçu la DRP ne déposeront pas d'offres.</p> <p>Dans ces conditions, et en conformité avec les dispositions du code des marchés, rien ne s'oppose à ce que la SAED poursuive la procédure avec une seule offre compte tenu de l'urgence liée à ce dossier, mais surtout, du délai qui restait pour la clôture du financement.</p> <p>Vous trouverez, ci-joint, les copies des lettres d'invitation qui ont été adressées aux six entreprises et la réponse de l'entreprise MEQUISEN.</p>

4. Constats spécifiques aux Demandes de Renseignements et de Prix

N°	Marchés	Constats	Commentaires de la SAED
01	Marché N° 18 : Etude de faisabilité et d'APS du projet de réhabilitation et d'extension des PIV de Waoundé à Matam.	Le marché n'a pas fait l'objet d'un Appel Public à Manifestation d'Intérêt (APMI) contrairement aux dispositions des articles 80 et 82 du code des Marchés Publics.	<p>Ce marché est financé par la BADEA. Le bailleur a demandé que la short liste soit établie d'un commun accord.</p> <p>Par fax, en date du 03 Octobre 2011 la SAED a demandé au bailleur la procédure de sélection du consultant (APMI ou short liste arrêtée d'un commun accord).</p> <p>En réponse, par fax en date du 11 Octobre 2011, le bailleur opte pour la proposition permettant d'arrêter, d'un commun accord la short liste et, ce conformément aux principes directeurs en vigueur à la BADEA pour l'utilisation de consultants.</p> <p>Par fax en date du 18 Octobre 2011, le bailleur a complété la short liste qui lui a été soumise par la SAED afin d'enclencher la procédure.</p> <p>Aussi, le dossier a été soumis à la DCMP/Pôle Saint-Louis. Cette dernière, après avoir pris connaissance de la méthode de sélection du consultant, a donné son Avis de Non Objection (ANO) par courrier N°000643/MEF/DCMP/SRMPPS en date du 30 décembre 2011.</p> <p>Vous trouverez, ci-joint, l'ANO de la DCMP.</p> <p>C'est pourquoi, les dispositions des articles 80 et 82 ne peuvent pas être invoquées ici.</p> <p>En cas de contradiction, les procédures du bailleur priment sur le code national.</p> <p>Vous trouverez, ci-joint, les différents courriers échangés avec le bailleur.</p>